

# Economie culturelle: C'est encore le désert!

- **La faiblesse des contenus liée à des déficits de ressources humaines et financières**

- **Le numérique a transformé le modèle de consommation des produits**

- **Absence d'ingénierie qui encourage l'investissement**

**C'**EST l'une des principales armes du soft-power. Le contenu culturel est aussi un levier décisif de développement économique et social. D'où l'importance du rôle de l'Etat dans la dynamisation de ce secteur et dans la préparation des conditions d'émergence d'une véritable économie culturelle. Pour le Conseil économique, social et environnemental, qui a adopté il y a quelques mois un rapport sur «les contenus culturels et médias», «la culture constitue une des principales responsabilités de l'Etat

sur les moyens permettant d'accompagner ces transformations», selon le CESE. La génération Y consomme les produits culturels essentiellement sur les supports numériques, contrairement aux générations précédentes, plus habituée à des médias classiques, comme les journaux, les revues et les programmes télévisés. Aujourd'hui, une série de défaillances freinent la mise en place d'une véritable économie culturelle,

dans laquelle les médias devront jouer un rôle décisif. Le rapport du CESE pointe une «faiblesse des contenus culturels». Par exemple, «les programmes des opérateurs audiovisuels se caractérisent par l'absence d'innovation». L'une des principales entraves reste «le manque de ressources humaines qualifiées». Les opérateurs audiovisuels, notamment les chaînes publiques, souffrent aussi d'un problème de «modèle

économique», dans la mesure où leurs ressources financières, puisées dans le budget de l'Etat, «ne permettent pas de fournir les moyens nécessaires pour garantir la qualité». D'où l'appel à une plus grande implication du privé, «à travers l'adoption d'une approche stratégique pour la question des contenus culturels». □

M.A.M.  
→→→

## Marginalité

**AU** Maroc, «les faits confirment que la culture n'est pas un besoin social dans lequel investissent les ménages, les établissements d'enseignement ou autres». C'est l'un des principaux constats de l'avis rendu par le CESE. La culture souffre d'une certaine marginalité, due notamment à «l'absence d'une ingénierie culturelle qui encourage l'investissement économique dans ce domaine». Parallèlement, le contexte actuel «se caractérise par l'absence d'un projet intégré dans ce domaine» et «le système éducatif a été vidé de tout contenu culturel et a ouvert l'espace aux discours moralisateurs au nom de la religion». Cette situation est amplifiée par le fait que «le dynamisme culturel n'aide pas toujours à prendre l'initiative pour développer un journalisme culturel capable de créer des interactions avec les acteurs du domaine et les lecteurs». □

en tant que service public, qui renforce le lien social et fournit les mécanismes d'intégration nationale». L'émergence d'un marché de la culture est également influencée par les transformations sociétales en cours, touchant notamment les jeunes et les habitudes de consommation des produits culturels. «Le développement croissant du nombre des lecteurs sur le net, qui n'ont pas développé la capacité d'interagir avec les médias classiques, pose des questions

# Economie culturelle:

• La volonté politique est décisive pour la structuration du marché de la culture

• Appel à l'élaboration d'un grand contrat national, englobant la culture, l'éducation, le tourisme...

• Le recours aux plateformes digitales, décisif pour s'adapter aux besoins de la «génération connectée»

**L'**ÉMERGENCE d'une économie culturelle dépend essentiellement de la volonté politique du gouvernement. C'est l'une des principales conclusions du rapport du Conseil économique, social et environnemen-



Depuis son ouverture, le Musée Mohammed VI des arts modernes et contemporains constitue une véritable vitrine culturelle du Maroc, en multipliant les expositions de sommets mondiales du monde de l'art et de la culture comme Picasso, César, Salvador Dali, Ousman Sow... (Ph. Bziouat)

tal relatif aux «contenus culturels et médias». Mais cette obligation de soutenir le développement de la culture «ne signifie pas l'intervention de l'Etat dans les productions culturelles ou la défense d'une culture élitiste», a précisé le Conseil. L'idée est plutôt de favoriser «un développement diversifié et vivant, en évitant que la société soit dominée par une culture stéréotypée et peu créative». Dans cette configuration, «les médias sont considérés comme des outils importants dans la construction et la transmission des valeurs», peut-on lire dans ce document.

La mise en place d'une véritable économie culturelle est décisive dans un contexte marqué par la refonte du modèle de développement et par les efforts de valorisation du capital immatériel. Le diagnostic réalisé par le CESE a permis d'identifier une série de leviers, favorisant l'émergence d'un marché culturel. En tête, le lancement d'un débat élargi pour l'élaboration d'un «grand contrat national, fondé sur une politique transversale, englobant les secteurs de la culture, l'éducation, la jeunesse, le tourisme et l'économie numérique». Pour l'instant, difficile de mesurer la part de l'économie culturelle dans la création de richesse, faute de statistiques actualisées. Interpellé sur cette question par des membres de la Chambre des conseillers, le ministre de la Culture avait annoncé la mise en

place d'un système national de statistiques culturelles, en vue de rassembler les données et définir des indicateurs de suivi des politiques publiques dans ce domaine. Mohamed Al Aaraj a avancé que son département est conscient

## La culture en chiffres

- **74,09** millions de DH sont les recettes des visites des monuments et lieux historiques en 2018
- **100** millions de DH dédiés à la subvention des productions des films et des festivals de cinéma en 2018
- **552** projets d'édition de livres ont bénéficié du soutien de l'Etat en 2018
- **4.000** événements organisés dans les bibliothèques publiques en 2018
- **300** bibliothèques publiques gérées par le ministère de la Culture à travers le Maroc
- **5,4** millions d'euros sont les recettes des droits d'auteur au Maroc en 2017, selon la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et de compositeurs (CISAC)

# Les leviers à activer

de l'importance de l'industrie culturelle. L'intervention de son département dans ce domaine passe par des initiatives axées sur les différents aspects de la création, de la production et de la distribution des produits culturels.

Une mise à niveau du cadre réglementaire est également nécessaire pour «améliorer la qualité de l'information culturelle et créer des contenus valorisant le capital culturel», selon le CESE. La dimension territoriale est incontournable, notamment à travers l'implication des associations et des acteurs de production de contenus au niveau régional. Internet pourra être un atout dans cette orientation. Le CESE plaide pour la mise en place d'une stratégie en vue de développer un contenu numérique national, sur les principales plateformes de diffusion. C'est décisif pour s'adapter aux besoins de la «génération connectée». Des objectifs chiffrés doivent être définis concernant la disponibilité et

## Absence de vision intégrée

**M**AWAZINE, festival de Marrakech du cinéma, festival d'Essaouira... autant d'événements qui cristallisent le potentiel de l'économie de la culture. A Rabat, le Musée Mohammed VI des arts modernes et contemporains a permis de mesurer l'engouement des Marocains pour une offre culturelle de qualité. Mais pour l'instant, le lancement d'un véritable marché de la culture reste freiné par une série de contraintes, liées essentiellement à l'absence de vision intégrée dans ce domaine. Pourtant, l'expérience internationale a montré l'impact des contenus culturels au niveau économique et social. En Afrique, l'expérience du Nigeria est un bon exemple en termes d'économie de la culture, mais aussi en termes de complémentarité avec les médias, selon le benchmark réalisé par le CESE. Ce pays a réussi à fonder une industrie médiatique et culturelle grâce au secteur public.

Le privé, quant à lui, a apporté une contribution qualitative, avec des retombées socioéconomiques indéniables. Cela concerne la musique, le cinéma, la mode... Aujourd'hui, le Nigeria, grâce à son cinéma, occupe la 2e place mondiale en termes de nombre de films produits, au point d'être surnommé «Nollywood». □

l'utilisation des contenus marocains sur les plateformes en ligne. Cela devra s'accompagner de la consécration de

la lecture, notamment en impliquant les associations et les cafés culturels. Pour ce qui est des opérateurs audio-

visuels, le rapport du CESE appelle à s'assurer de l'application des cahiers des charges, notamment les dispositions relatives aux contenus culturels. Les aspects liés à la formation ne sont pas en reste. L'objectif est de miser sur la qualification des cadres compétents dans la planification, la programmation et l'animation des activités. Cela devra s'accompagner du développement de partenariats entre les acteurs culturels et les institutions médiatiques. Les entreprises de production numérique dirigées par des jeunes devront bénéficier d'un soutien des opérateurs du secteur public. L'idée est de les impliquer dans la réalisation des programmes culturels, locaux et nationaux, en phase avec les nouvelles pratiques des jeunes. De leur côté, les opérateurs des télécommunications sont appelés à intégrer des contenus culturels marocains dans les offres qu'ils proposent à leurs clients. □

M.A.M.